



La Lettre de l'Afrique

www.lalettredelafrique.fr

N° 57 Décembre 2014

La Lettre de l'Afrique est une publication mensuelle de réflexion sur l'actualité

Sommaire

Edito
Meilleurs vœux

Sciences d'Outre-Mer

L'Égypte
sous haute tension

Perspectives Tunisiennes

Centrafrique :
La fin de l'opération Sangaris

Livres

Télégrammes



Sciences d'Outre-Mer

A l'Académie des Sciences d'Outre-Mer, lieu privilégié à Paris de la connaissance et de la réflexion sur les pays au-delà des mers, beaucoup de séances sont naturellement consacrées à l'Afrique.

En 2014, il a été notamment question de la participation des troupes d'outre-mer à la guerre de 14-18. Mais d'autres sujets ont été traités, comme la situation de la République centrafricaine, l'intérêt de certains pays étrangers pour la mise en valeur des terres africaines, ou la santé et le développement. Deux séances ont été consacrées à la Tunisie, l'une plus particulièrement à la figure historique d'Habib Bourguiba, l'autre à la littérature tunisienne en français. À la rentrée d'automne, il a été question des nationalismes en Afrique de l'Est et en Afrique Centrale, notamment dans leur relation complexe à l'histoire, aux données ethniques, à la langue ou aux langues, et au territoire. Enfin une réflexion historique sur Saint-Augustin, a permis de faire le lien entre l'Afrique du nord romaine où il a vécu et l'Algérie d'aujourd'hui.

Pluridisciplinarité et approche humaniste au double titre de l'intelligence et de la sensibilité, caractérisent ces travaux, qui illustrent bien la devise de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer : "Savoir, Comprendre, Respecter, Aimer". □

**É
D
I
T
O**

Meilleurs vœux

La Lettre de l'Afrique adresse à ses lecteurs ses meilleurs vœux de nouvel an, pour eux-mêmes, pour leur famille et pour leur pays.

La Lettre, depuis maintenant cinq ans, identifie chaque mois dans l'actualité, des faits et événements significatifs de la situation et des évolutions des pays africains concernés, ainsi que de leurs relations avec le monde et en particulier avec la France. Elle s'efforce à sa modeste mesure, de contribuer à une réflexion objective. Elle s'attache à mettre en lumière, au-delà des diversités, l'aspiration générale des peuples africains à la paix, au développement économique culturel et social, aux droits humains, à l'égalité entre les peuples et entre les États, et à la

solidarité internationale. Elle s'efforce en particulier d'inciter chacun, en occident comme en Afrique, à réfléchir sur les conditions dans lesquelles éclatent les violences dans un pays : lorsque gouvernants ou opposants y rivalisent dans l'erreur ; ou lorsque des pays voisins alimentent les dissensions ; ou lorsque des partenaires occidentaux exercent des pressions inadéquates, en fonction de leurs intérêts ou au nom de leur conception gesticulatoire de la démocratie.

Cette réflexion est d'autant plus nécessaire et difficile que les relations entre les pays développés et les pays du sud, traversent une période de confusion. Paradoxalement en effet, par ces temps de mondialisation, le niveau de connaissance réciproque semble se réduire et les relations humaines entre les dirigeants s'affaiblissent. C'est aussi le moment où l'information de masse pousse alternativement à l'isolement ou au conflit. Et rarement à la fraternité.

SERGE LAZAREVIC LIBÉRÉ

Serge Lazarevic, détenu par des djihadistes depuis plus de trois ans au Sahel, est libre. Sa libération a

été négociée par les autorités du Niger et du Mali, en relation avec les autorités françaises.

L'Égypte sous haute tension

L'Égypte du Maréchal SISSI, n'est pas celle du Maréchal Moubarak. La dernière révolution est passée par là et a laissé de fortes empreintes que le régime militaire, comme celui de l'époque antérieure, s'efforce d'effacer par la contrainte. Pour le Maréchal Sissi et pour ses amis en Égypte, cette contrainte est nécessaire pour le retour à la discipline et à l'ordre laïc, qui conditionnent à ses yeux la relance du développement économique et social. Pour ses adversaires dans le pays, à commencer par les Frères Musulmans, les arrestations par milliers, les procès de masse avec condamnations à mort, et le contrôle général du pays, signifient le rejet de toute opposition et le retour de la dictature, et ne peuvent qu'alimenter des affrontements ultérieurs.

Dans les pays voisins, vues contrastées dans les opinions publiques et soutien quasi général des gouvernements

Dans les pays arabes voisins comme plus largement dans les pays musulmans d'Afrique et du Proche et Moyen-Orient, les mêmes divergences de vues apparaissent dans les opinions publiques. Parmi les gouvernements, à l'exception de celui du Qatar, l'attitude est favorable, l'Arabie Saoudite se plaçant au premier rang à grands coups de milliards de dollars. Reste l'inconnue de la Libye, où l'absence de pouvoir national susceptible d'orienter les rapports, la multiplication des groupes armés et la porosité des frontières, inquiètent non seulement le régime égyptien mais aussi à des degrés divers les autres pays de la zone.



Les relations entre l'Égypte et Israël constituent bien entendu une question à part, aussi importante que sensible, dans les deux pays comme aux yeux des autres pays de la région. Il est clair en tout cas que le gouvernement israélien préfère le Maréchal Sissi aux Frères

(suite page 2)

L'Égypte sous haute tension (suite)

Musulmans. Et que le Maréchal cherche à voisiner au mieux avec Israël, et a très vite donné des gages visibles en fermant les points de passage entre le Sinaï égyptien et le territoire palestinien de Gaza.

Les grandes puissances étrangères sollicitées par Le Caire

Le Caire recherche l'appui des puissances étrangères. Celui de Washington d'abord, allié traditionnel et quasi tuteur de l'Égypte, qui a vu arriver le Maréchal Sissi avec satisfaction. En effet les Frères Musulmans inquiétaient les stratèges nord américains, engagés dans la lutte contre le terrorisme qui est à leurs



dans le passé beaucoup intéressée à l'Égypte, elle a actuellement d'autres urgences, en Ukraine comme on sait et aussi en Tchétchénie où la rébellion fortement liée à l'Islam passe à de nouvelles actions.

Concrètement, le gouvernement égyptien attend des aides en matière alimentaire et notamment en blé. Washington y pourvoit ordinairement et y pourvoira sans doute. Le gouvernement a besoin aussi de facilités financières pour l'équipement régulier de son armée, voire pour son fonctionnement. Là aussi le soutien principal vient directement ou indirectement des États-Unis et de certains de leurs alliés dans la zone, à commencer par l'Arabie Saoudite.

La Libye comme réalité et comme prétexte

Les plus hautes autorités égyptiennes, en se

montrant préoccupées par la situation en Libye et les risques de contagion, demandent aux puissances occidentales de réfléchir à des actions possibles, y compris au plan militaire. Il ne fait pas de doute que le désordre libyen et la présence de nombreuses milices, dont certaines sont ou peuvent être en liaison avec les nébuleuses djihadistes, présentent des risques pour le régime égyptien, comme d'ailleurs pour ceux de certains autres pays voisins. Les dirigeants égyptiens craignent ou font comme s'ils craignaient que des djihadistes libyens, apportent soutien à l'opposition égyptienne en général et aux Frères Musulmans en particulier, et en tout cas aux groupes djihadistes qui agissent déjà dans le Sinaï.

Entre réalité et prétexte, on pense au Caire qu'il y a là de quoi argumenter pour une répression accrue à l'intérieur et une guerre aux frontières libyennes et au besoin plus avant. Sur le premier point, qui est celui de la répression intérieure, le pouvoir égyptien montre qu'il peut agir seul. Sur le second point, qui est celui d'une guerre en Libye, Le Caire aurait besoin non seulement du soutien politique de Washington et de quelques capitales européennes, mais aussi d'un concours militaire direct. Et là, comme on dit, c'est une autre histoire. □



yeux substantiellement lié aux milieux de l'Islam politique. Les mêmes Frères Musulmans les gênaient aussi dans leur politique constante de temporisation à l'égard du règlement de la question palestinienne. L'esprit assuré du côté américain, le Maréchal Sissi n'a pas eu grand mal à établir un dialogue pragmatique avec les principaux pays de l'Union Européenne, notamment le Royaume-Uni d'ailleurs plus proche de Washington que de Bruxelles, l'Allemagne et la France. Des deux autres grandes puissances membres du Conseil de Sécurité des Nations Unies, la Chine se tient encore à distance de la problématique égyptienne ; quant à la Russie, qui s'est



Perspectives tunisiennes

La Tunisie prépare le deuxième tour de l'élection présidentielle qui doit avoir lieu fin décembre 2014. Mais si importante que soit cette échéance, le pays qui en a, à tort ou à raison, anticipé le résultat, regarde déjà plus loin et s'interroge sur la portée de la relance économique et sur ce que l'on peut attendre de la nouvelle démocratie.

Le processus du changement, qui a commencé le 15 janvier 2011 avec la chute du Président Ben Ali, évolue certes de manière compliquée, mais il se poursuit. Après l'assemblée constituante alors élue et dominée par la majorité islamiste modérée issue du parti Ennahdah, et après le gouvernement soutenu par cette majorité, les blocages politiques ont contraint en

2013, les forces en présence à s'accorder temporairement sur un gouvernement de technocrates encore en place aujourd'hui. Une nouvelle assemblée nationale a été élue le 26 octobre 2014, dans laquelle le parti laïc, Nida Tounes, arrivé devant le parti religieux Ennahdah, détient seulement une majorité relative, et devra chercher des alliés dans les petites formations pour gouverner. Est venu ensuite, le 23 novembre 2014, le premier tour de l'élection présidentielle, où le chef du parti Nida Tounes, M. Beji Caïd Essebsi, est arrivé devant le Chef de l'État sortant M. Moncef Marzouki. Les deux hommes s'affrontent pour le deuxième tour, que l'on dit joué d'avance en faveur du vainqueur du premier tour.

M. Moncef Marzouki, 69 ans, militant des droits de l'homme, opposant résolu au Président Ben Ali qui l'avait contraint à l'exil, bénéficie de sympathies diverses et reçoit un

certain appui du parti religieux Ennahdah. M. Beji Caïd Essebsi, 88 ans, ancien compagnon de route d'Habib Bourguiba, ancien président de l'assemblée nationale sous Ben Ali, dont il s'est ensuite éloigné, se présente en champion d'une république laïque.

Une fois le cycle électoral achevé, la question la plus urgente pour les Tunisiens sera celle de la relance du développement économique et social. Il faudra pour cela rassurer les Tunisiens et leurs partenaires étrangers sur la stabilité du pays, alors que des groupes armés rebelles troublent les montagnes de l'ouest aux frontières de l'Algérie, et que la dangereuse agitation libyenne inquiète aux frontières de l'est. Il faudra en particulier rassurer sur la sécurité des personnes et des biens. C'est la condition d'un vrai retour de l'activité touristique, dont l'apport est déterminant pour la Tunisie. □

Centrafrique : réflexions sur la fin de l'opération Sangaris

La Force des Nations Unies prend la relève militaire

L'opération militaire française, engagée le 5 décembre 2013 en Centrafrique sous l'appellation SANGARIS, arrive à son terme. Le gouvernement français vient en effet d'annoncer que la mission d'urgence confiée à la force Sangaris a été remplie et qu'il convient maintenant de passer, comme prévu, le relais à la Force des Nations Unies, la Minusca. Sur les 2000 hommes de Sangaris envoyés en Centrafrique, 600 vont cependant rester encore quelque temps, principalement à Bangui. La France continue également de participer au contingent militaire européen EUFOR RCA. La Minusca, qui doit compter 12 000 hommes en rassemblant les troupes déjà en place au titre de l'Union Africaine et celles venant d'autres régions, n'a pas encore atteint son effectif maximum mais s'en approche.

Sangaris a empêché les massacres et restauré les sécurités de base

La force Sangaris a mis fin aux affrontements armés qui opposaient les rebelles de la Séléka pour l'essentiel venus du nord musulman du pays, et les milices constituées par les autochtones du sud généralement chrétiens. Elle a empêché que la crise dégénère en massacres de masse. Dans le même temps elle a permis que la Présidente de la transition, Mme Catherine Samba Panza, s'installe dans de bonnes conditions à Bangui, y nomme un gouvernement et entame sa longue marche vers la normalisation du pays.



La force Sangaris a désarmé un bon nombre de groupes de la Séléka, avant que ces rebelles se dispersent dans les campagnes. Elle s'est efforcée de faire de même avec les milices antibalchas constituées dans le

sud afin de combattre la Séléka. Mais ces dernières lui ont donné du fil à retordre, en refusant de désarmer, en recherchant l'affrontement avec les groupes encore présents de la Séléka, en menant des expéditions allant jusqu'au lynchage contre les populations musulmanes désormais en état de faiblesse, et en allant jusqu'à s'en prendre aux militaires français.

C'est dans ce contexte que Bangui a été vidée de sa population musulmane, qui s'est enfuie vers le Cameroun, vers le Tchad ou vers le nord de la Centrafrique : la capitale centrafricaine qui rassemblait plus de 110.000 musulmans, n'en compte plus qu'un millier. Si aujourd'hui la capitale et les villes du sud et du centre du pays sont grosso modo sous contrôle, il y a encore beaucoup à faire pour ramener une pleine sécurité dans les zones rurales, comme pour restaurer l'autorité de l'État dans la partie nord du pays, où les groupes armés de la Séléka qui en étaient partis pour descendre sur Bangui, sont revenus et exercent en maints endroits un pouvoir de fait.

Il n'en reste pas moins que la Force Sangaris peut partir avec le sentiment du devoir accompli. La suite relève en effet d'une mission



classique des Nations Unies. Elle devra être assurée par la Minusca, dont l'objectif principal est de poursuivre et assurer la stabilisation du pays autant que possible sans ouverture du feu, en accompagnant le retour des autorités civiles sur le terrain dans toutes les provinces.

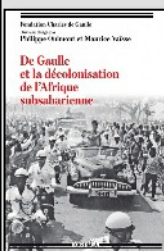
Le devoir de réconciliation entre Centrafricains et le besoin d'un appui moral et d'un soutien au développement

C'est un long travail politique que la Présidente de la Transition et le gouvernement centrafricain vont devoir mener pour apaiser les esprits, restaurer dans tout le pays une administration républicaine, et tenter d'améliorer la situation économique et sociale. Le travail politique implique une compréhension exacte des conditions dans lesquelles s'est formé et développé le conflit pour le pouvoir en Centrafrique, entre le Président Bozizé alors en place et les rebelles de la Séléka conduit par Michel Djotodja, son éphémère successeur. Il nécessite aussi une analyse fine de la manière dont ce qui était un combat pour le pouvoir entre clans rivaux, a pu se transformer en une quasi guerre de religion entre Chrétiens et Musulmans. On peut en tout cas déjà constater que si les chefs et leurs lieutenants sont parmi les premiers responsables de cette dérive religieuse, les commentateurs étrangers de tout bord qui se sont répandus sur la pauvre Centrafrique en choisissant de privilégier dans les média l'explication religieuse, ont joué avec le feu. Il faudra savoir l'éviter et aider les Centrafricains à se réapproprier le sentiment que la diversité religieuse est au cœur de leur histoire, et que loin d'être un ferment de discorde elle est source naturelle de fraternité. C'est ce qu'ont voulu dire au plus fort de la crise, les Chefs religieux du pays.



L'imam Oumar Kobine Layama et Mgr Dieudonné Nzapalainga

Ce travail politique à conduire par les autorités centrafricaines, doit s'accompagner d'une action forte et immédiatement exprimée pour le développement économique et social. C'est évidemment une affaire de longue haleine, où la coopération économique et technique des pays amis doit s'affirmer non plus dans le court terme mais dans la durée, et en tout cas s'inscrire dans la prévention des crises. □



De Gaulle et la décolonisation de l'Afrique subsaharienne

Fondation Charles de Gaulle. Ouvrage dirigé par Philippe Oulmont, Maurice Vaisse Editions Karthala

"Le rôle du général de Gaulle dans le processus qui a conduit les États francophones de l'Afrique subsaharienne à l'indépendance et à la décolonisation, a fait déjà l'objet de nombreuses publications. Mais, plus d'un demi-siècle après, la recherche n'a pas fini de scruter cette période.

Le lecteur trouvera ici à la fois les analyses d'historiens spécialistes et les recherches de praticiens du droit, de l'administration, de la finance et de la diplomatie, qui eux-mêmes étaient

souvent aussi des témoins.

Connaître le rôle du Général de Gaulle, c'est aussi mesurer la part de ceux qui furent de fidèles collaborateurs comme Jean Foyer ou Jacques Foccart, et des partenaires comme Léopold Sédar Senghor ou des adversaires comme Ahmed Sékou Touré".

ISBN : 281111033X , octobre 2014, 252 pages
Prix éditeur : 21 €

Intégration et Coopération en Afrique

La difficile rencontre possible entre les théories et les faits. Guy Mvelle Harmattan Cameroun

Développement Sciences Politiques Afrique Noire

Cet ouvrage examine l'intégration africaine à partir de théories générales élaborées dans

le cadre de la construction européenne. L'auteur y expose les idées politiques et philosophiques purement africaines pouvant donner lieu à un début de théorisation et conclut que, malgré l'ingéniosité dont font preuve les Africains en matière d'intégration et de coopération, la nécessité d'une identité africaine s'impose, tout comme se pose le problème de la pensée africaine dans ce domaine.

ISBN : 978-2-343-04766-9 • 1 décembre 2014 • 268 pages. Prix éditeur : 15,68 €



TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES

Nigéria-France

• 4 décembre : attaque, par un groupe armé de Boko-Haram, de la cimenterie Lafarge à Ashaka, dans le nord-est du Nigéria. Des dégâts matériels mais pas de pertes humaines, dans la mesure où l'usine a pu être évacuée à l'annonce de l'approche des rebelles. C'est la deuxième attaque sur cette cimenterie en un mois.

Ministère français des Affaires Étrangères et du Développement International, élections syndicales

• 4 décembre : les élections pour la représentation syndicale des personnels de la fonction publique, pour la période 2014-2018, comportent dans les ambassades françaises à l'étranger et leurs services rattachés, la participation au vote des personnels étrangers de recrutement local. Les personnels locaux des ambassades en Afrique ont participé activement, particulièrement dans les pays francophones. Le résultat global des élections dans le monde - France et étranger tous personnels confondus - place nettement en tête deux grands syndicats : la CFDT qui obtient 6 sièges sur 15 au Comité Technique Ministériel soit un peu plus d'un tiers, suivie de l'ASAM-UNSA qui obtient 4 sièges, soit un peu moins d'un tiers. Cinq autres syndicats - CFTC, CGT, FO, FSU, USASCC - avec un avantage pour le premier, se partagent le tiers restant.

CPI - Kenya

• 6 décembre : la CPI à La Haye rend publique sa décision de renoncer à inculper le Chef de l'État kenyan en exercice, M. Uhuru Kenyatta, accusé de crimes contre l'humanité. Elle considère que l'accusation n'a pas produit assez éléments à l'appui de sa thèse.

Ile Maurice - Francophonie

• 6 décembre : Jean Claude de Lestrac, écrivain mauricien candidat à la succession du Président Abdou Diouf comme Secrétaire Général de la Francophonie, et non élu le 29 novembre à Dakar, exprime vivement son désaccord sur l'élection de la candidate canadienne Mme Michaëlle Jean. Il estime que cette désignation rompt gravement le consensus ancien selon lequel la fonction de Secrétaire Général devait revenir à une personnalité du Sud. Il omet de rappeler que les pays du sud qui ont présenté cinq candidats, n'ont pas su trouver entre eux un accord sur un candidat du sud, qui aurait permis de mettre en œuvre le consensus historique.

Gouvernement des États-Unis, Monde, Torture

• 9 décembre : publication à Washington d'un rapport du Sénat des États-Unis, décrivant et dénonçant les tortures pratiquées après le 11 septembre 2001, par des personnels de la CIA, de la NSA, du FBI et de l'armée, avec l'autorisation du Président G.W. Bush. On sait que des ressortissants africains ou d'origine africaine ont fait partie des victimes de ces tortures, en même temps que des citoyens de nombreux pays du monde, incarcérés sur la base de suspicion de liens avec des mouvements terroristes. Des complicités directes ou indirectes venues en soutien à ces actes de torture, sont malheureusement à déplorer dans de nombreux pays, y compris en Europe.

Maroc-France

• 12 décembre : annonce de la mise en service du parc éolien géant de Tarfaya, sur la côte sud atlantique, construit et détenu à parts égales par Nareva holding (marocaine) et GDF-SUEZ (française). 131 éoliennes pourront produire 1000 Gigawatt par an, ce qui permettrait de fournir en électricité une ville de un million et demi d'habitants. C'est un des grands projets illustrant l'engagement fort du Maroc dans la production d'énergie renouvelable.

Académie des Sciences d'Outre Mer

• Paris 12 décembre : séance solennelle de remise des prix littéraires de l'Académie des Sciences d'Outre-Mer.

Mali-France

• 14 décembre : Le ministre français de la défense, M. Jean-Yves Le Drian, déclare que Paris souhaite que les pourparlers de paix inter maliens qui se déroulent actuellement sous médiation algérienne, s'achèvent en janvier 2015 par la conclusion d'un accord de paix.

SALON INTERNATIONAL AFRICA TELECOM PEOPLE

10ème édition

Le rôle des réseaux fixes dans l'évolution du haut débit en Afrique

- 18 et 19 décembre 2014 -

Sofitel Hôtel Ivoire d'Abidjan